

0555368955

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Effectif légal : 27
Nombre de Conseillers en
exercice : 25
votants : 21
présents : 19

Objet :

MOTION

LIAISON A GRANDE

VITESSE (LGV) ENTRE

LIMOGES ET POITIERS

2006-12-28

L'an deux mille six

le : six décembre

le Conseil Municipal de la Commune de RILHAC-RANCON

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

à la Mairie, sous la présidence de Monsieur IZARD, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 29 novembre 2006

PRESENTS : Mr Roland IZARD, Maire. Mr Dominique SAUVIAT. Mmes Mireille TESSIER. Jacqueline PAJOU. Gabrielle LALIGNÉ. Mrs Marcel BOURGERIE. Guy GUILLAMAUD, Florent ALVAREZ. Mme Annick CHADOIN, Adjoints. Mr Henri ROBY. Mme Arlette LAGARRIGUE. Mrs Jean-Paul ROUZIER. Jean-Pierre LAPLAUD. Mme Nicole SARTON. Mrs René TIBOGUE. Patrice CHAUVET. Didier SENELAS. Mme Nadine BURGAUD. Mlle Catherine ROLLET.

PROCURATIONS : Mlle Brigitte SIMONNEAU à Mr Dominique SAUVIAT. Mme Brigitte PARACHAUD à Mr Guy GUILLAMAUD.

EXCUSES : Mr Michel RICOUX. Mme Martine COUDERT.

ABSENT : Mr Jean Pierre PHAM VAN.

Secrétaire : Mr René TIBOGUE.

Le Conseil Municipal de Rilhac-Rancon, réuni en séance publique le 6 décembre 2006, ne s'oppose pas au projet de liaison à grande vitesse (LGV) entre Limoges et Poitiers entériné par la C.A.L.M. (Communauté d'Agglomération Limoges Métropole) et la C.A.P. (Communauté de l'Agglomération de Poitiers).

Il privilégie l'option dite "centrale" présentée par la Commission Nationale du Débat Public (C.N.D.P.) et extraite de l'étude réalisée par Réseau Ferré de France (R.F.F.). En effet, cette liaison met Paris à moins de 2 heures de Limoges pour une rentabilité supérieure aux autres schémas et pour un coût modérément plus élevé.

Néanmoins le Conseil Municipal insiste sur le fait que ce projet LGV qui ouvre le Limousin sur l'Atlantique et le réseau TGV doit se faire en concomitance avec l'amélioration et la modernisation de l'axe central Paris-Toulouse (P.O.L.T.) tant en infrastructures qu'en matériels ; il insiste également sur une meilleure connexion et desserte des réseaux T.E.R. de façon à permettre au territoire régional et aux territoires voisins l'accès la Grande Vitesse à laquelle ils ont droit eux aussi.

Le Conseil Municipal exige qu'un échéancier de réalisation ainsi qu'un montage financier soient mis en place dans les meilleurs délais, le Limousin ne pouvant se permettre d'attendre, 20, 25 ans ou plus pour se doter d'une ligne ferroviaire à Grande Vitesse permettant de vitaliser et dynamiser toute la région centre.

Adopté par 18 voix pour, 1 abstention, 2 contre.

Certifié exécutoire
Reçu en Préfecture
le :

Publié ou Notifié
le :

FAIT ET DELIBERE EN MAIRIE LES JOUR MOIS ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME LE 07 décembre 2006
LE MAIRE,



[Signature]

